

8 février 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations franco-israéliennes, à Paris le 8 février 2012.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

C'est une grande émotion pour chacun ici, et je suis sûr que c'est une grande émotion pour tous les Français, quels qu'ils soient, que Gilad SHALIT soit sur le territoire de la République française. Nous l'espérons. C'est toute la France qui s'est mobilisée. De nombreuses mairies, parmi lesquelles la Mairie de Paris, avaient mis le portrait de Gilad sur la façade. Partout des gens qui ne connaissaient pas Gilad, qui ne connaissaient pas sa famille se sont mobilisés. Pourquoi ? Pas simplement parce que Gilad est juif, parce qu'il était soldat d'Israël. Parce que Gilad a été persécuté, maltraité, torturé.

A 20 ans, il rentre dans sa geôle, il en sort dans sa 26e année. Je disais à Noam et Aviva qu'on leur a enlevé un enfant de 20 ans et qu'on leur a rendu un héros. Parce que qui ici peut dire qu'il serait debout, heureux de vivre après l'expérience qu'a vécue Gilad SHALIT ?

Honte à ceux qui ont fait cela ! Honte à tous ceux à travers le monde qui pensent que quelqu'idée que ce soit puisse justifier ce comportement barbare. Aucune idée, aucune idéologie, aucune situation ne peut justifier ce qui a été fait à Gilad SHALIT.

J'ai dit, dès le jour de mon élection, que Gilad était français comme Ingrid BETTENCOURT ou les infirmières bulgares. Ce n'était pas une façon de retirer à Gilad sa nationalité israélienne. C'était une façon de dire que la mission de la France, c'est d'être aux côtés de tous les Gilad SHALIT, dans les geôles de Gaza ou ailleurs dans le monde. Quand un homme est persécuté, quand un homme est humilié, quand un homme est torturé, quand ses tortionnaires où qu'ils se trouvent pensent qu'il est seul, la mission de la France, c'est de dire que cette victime persécutée, elle est française.

Elle est française, pas par la nationalité, pas par les papiers, mais elle est française parce qu'elle souffre, parce qu'elle est seule.

Et je voudrais dire à Noam et Aviva qu'à travers le drame qu'ils ont vécu, tous les enfants de France devaient se dire : quelle chance d'avoir un père et une mère si dignes, si courageux qui n'ont jamais renoncé, qui n'ont jamais baissé les bras.

Je veux également saluer, comme l'a fait Noam, le courage du Premier ministre NETANYAHOU et je veux m'en expliquer.

Nous en avons parlé le Premier ministre NETANYAHOU et moi. Et je veux en parler devant vous dans ce diner du CRIF parce que je sais que certains se disent : 1000 contre 1, 1000 contre 1, est-ce que cela a un sens ?

1000 contre 1, cela n'a pas de sens pour les tortionnaires, pour les terroristes, pour les extrémistes mais pour la démocratie israélienne, pour les démocrates qui considèrent que la vie est sacrée, qu'une vie vaut tout, que la vie de Gilad SHALIT ne se compte pas en centaines ou en milliers d'unités, mais qu'elle est un tout en soi et que tout doit être fait pour qu'il soit sauvé.

C'est la marque qu'Israël est une démocratie, justement parce que dans une démocratie on attache du prix à une vie et pas simplement à mille.

J'ajoute que, contrairement aux craintes que pouvait avoir le Premier ministre qui a fait un choix courageux, l'ensemble de la population israélienne a approuvé ce choix. Pour une raison simple, c'est que chaque famille d'Israël sait qu'elle peut avoir un Gilad SHALIT en puissance, et que ce qui a été fait pour la famille SHALIT pourrait être fait un jour pour son fils ou pour sa fille, son

qui a été fait pour la famille SPALIN pourrait être fait un jour pour son fils ou pour sa fille, son enfant pris dans la même tragédie.

Mes chers amis, j'avais préparé un discours mais je préfère une fois de plus vous parler librement. Vous parler sincèrement et sans détours. D'abord, le Président a parlé de l'Europe, de l'Allemagne et de ce que cela a représenté dans le monde.

Vous avez eu raison, Monsieur le Président, d'évoquer cet exemple. Qui s'est plus détesté, qui s'est plus affronté à travers l'histoire de l'humanité, que les Français et les Allemands ? Où y a-t-il eu les conflits les plus barbares, les plus sanglants ? Où s'est déroulée la Shoah ? En Europe. En Europe, pas au Moyen-Orient, en Europe avec des Européens, pas au Moyen-âge, au XXème siècle. Hier, hier, on s'est entretué, on s'est détesté, on s'est envahi, on s'est déchiré, on s'est massacré. Les Européens ont eu l'idée folle de la Shoah, la France et l'Allemagne.

Je veux que vous compreniez que pour moi cette amitié entre la France et l'Allemagne, elle est sacrée parce qu'il y a eu quelques hommes de génie qui ont dit : la haine cela suffit. Le passé, ça suffit, c'est l'avenir qui compte. Ce sont nos enfants qui comptent, c'est la paix qui compte. La géographie et le destin nous ont mis côte à côte, Français et Allemands, désormais non seulement nous allons nous supporter, mais nous allons construire la paix. Non seulement nous allons essayer de nous comprendre, mais nous allons converger et construire une amitié indéfectible parce que les peuples n'ont pas de choix : ils divergent ou ils convergent. Au bout de la divergence, il y a l'affrontement. Au bout de la convergence, il y a la paix. Mon choix est clair : nous sommes les héritiers d'ADENAUER et de de GAULLE, de tous ceux qui ont compris que si on laissait le cur des hommes sans règle, sans limite, que si on s'en remettait à ces seules passions, que si on n'était pas capable de construire des compromis, alors la guerre recommencerait encore et encore. Chaque fois plus forte, chaque fois plus haineuse, chaque fois plus destructrice et c'est sur ce constat là, sur les ruines de l'Europe, sur le désastre de l'humanité que des hommes et des femmes se sont élevés et ont dit « l'amitié entre la France et l'Allemagne, c'est sacré ». Et je dis qu'elle est sacrée cette amitié et que tout propos, toute idée germanophobe, est une insulte au passé glorieux de ceux qui ont fait la paix en Europe.

Puissiez-vous mes chers amis, Israéliens et Palestiniens, comprendre que quand le destin met deux peuples voisins l'un de l'autre, quelles que soient les passions, quelles que soient les peurs, quelles que soient les haines, il faudra apprendre à vivre ensemble, il faudra parler, il faudra se comprendre.

Je ne pense pas que la haine vienne des peuples. Je pense que la haine vient de dirigeants de circonstance qui utilisent les peurs au service de la haine. Mais les peuples qui vivent depuis si longtemps ensemble, pourquoi voudriez-vous qu'ils continuent à se haïr ? L'Europe peut montrer le chemin pour Israël et pour les Palestiniens. Là-dessus, il faudrait évoquer toutes les questions comme l'a fait le Président et je le remercie.

La France ne transigera pas avec la sécurité d'Israël. Je l'ai dit à deux reprises au nom de la France à la tribune des Nations-Unies. La France ne transigera pas avec la sécurité d'Israël, parce qu'Israël c'est un miracle. Sur les décombres, cette démocratie est née. C'est un symbole considérable qui va au-delà de ce petit pays par le nombre d'habitants et par le nombre de kilomètres carrés. Israël, c'est un miracle. Des fous, des assassins, ont voulu faire disparaître les Juifs. Et de cette volonté folle, génocidaire, est né ce miracle. Une démocratie : Israël. La disparition d'Israël, ce serait un drame qui irait bien au-delà d'Israël, ce serait un recul effrayant de l'histoire. Et lorsque AHMADINEJAD, Monsieur KHAMENEI, parlent de rayer Israël de la carte, Israël doit savoir qu'elle ne sera pas seule dans ce combat pour la sécurité que la France n'acceptera jamais que l'on remette en cause la sécurité d'Israël. L'acquisition de l'arme atomique par l'Iran est inacceptable et la diplomatie française, François FILLON, Alain JUPPE ont joué un rôle moteur pour convaincre les 27 pays européens de ne plus acheter une goutte de pétrole aux Iraniens, le pétrole représentant les deux tiers de ce pays. Il ne s'agit pas naturellement de faire souffrir une population qui n'y est pour rien mais de renforcer des sanctions pour éviter le drame, le drame d'un conflit militaire qui ne résoudrait rien et qui compliquerait tout. De la même façon, nous avons fait prendre la décision qu'il n'y aurait plus de relations avec la banque centrale iranienne. Ce que nous voulons, c'est que ces dirigeants de ces

pays comprennent qu'ils ont franchi la ligne rouge et ce que nous voulons, c'est rassurer les dirigeants israéliens pour que l'irréparable ne soit pas commis.

Mes chers amis, mes chers compatriotes, la solution n'est jamais militaire, la solution est politique, la solution est diplomatique, la solution est dans les sanctions.

Monsieur le Président,

Vous avez parlé des Printemps arabes, et nous partageons beaucoup de vos inquiétudes. Mais en même temps, ces jeunes qui sont descendus dans la rue, en Tunisie ou à Benghazi, ils n'ont pas crié « mort aux Juifs », ils n'ont pas crié « mort à l'Amérique », ils n'ont pas crié « mort à l'Occident ». Ils ont imposé un démenti flagrant à tous ceux qui prévoyaient le conflit des civilisations, entre l'Orient et l'Occident.

Nous avons choisi d'aider ces jeunes démocraties. Quel autre choix aurions-nous pu faire nous-mêmes ? Nous avons décidé de leur faire confiance, avec vigilance, mais de leur faire confiance. Ce Proche-Orient bouge, change.

Un jour, le régime de Bachar Al-ASSAD tombera, parce que l'on ne peut pas massacrer impunément son peuple. Ce jour-là, d'ailleurs, l'Iran sera encore plus seul et isolé et affaibli.

Mais posons-nous la question : avec ce Moyen-Orient qui bouge, est-ce que l'on peut continuer avec un dialogue entre Palestiniens et Israéliens qui n'avance pas ? Est-ce que tout peut bouger autour et tout être glacé au centre ? Est-ce qu'il est raisonnable de penser, qu'après six décennies d'immobilisme, on doit se résoudre à l'immobilisme encore et toujours ? N'y a-t-il pas eu assez de morts, assez de souffrances, assez de violences, assez d'inquiétudes, assez de peurs ?

Les paramètres de la paix, chacun les connaît. Est-ce qu'ils changeront si on attend encore six décennies avant de se mettre autour d'une table, de discuter et de négocier ? Qui peut penser que les données de la résolution du problème seront à ce point différentes, dans six décennies, qu'elles le sont aujourd'hui ? Non, ce qui changera, c'est qu'il y aura encore plus de haine, plus de morts, plus d'aigreur, plus de malentendus et d'avantage de peur. Voilà la vérité qu'un authentique ami d'Israël doit dire. Non pas pour donner des leçons, pas pour faire la leçon, mais simplement parce que, aujourd'hui, la méthode doit être considérée comme étant un échec. Le « Quartet » a échoué, il faut changer de méthode, il faut accélérer le calendrier et il faut faire, M. le Président, ce qui est le plus difficile : se faire confiance. Voilà le problème.

Alors, la question est toujours la même : Qui doit commencer ? Qui fera le premier pas ? Ce premier pas, sera-t-il interprété comme une faiblesse ou comme une force ?

Celui qui tend la main est-il un naïf ou est-ce qu'il est fort ? Si personne ne tend la main, si personne ne fait l'effort de se comprendre, quelle est la solution ?

Plus d'armes, plus de peurs ? Quelle est la solution ?

Je voudrais dire que toute ma vie politique, vous le savez, j'ai défendu Israël. Mais il n'y aura pas de sécurité définitive pour Israël, il n'y en aura pas tant qu'il n'y aura pas à ses frontières un Etat palestinien démocratique viable et moderne. C'est la seule garantie définitive pour Israël.

J'ajoute un autre point qui me tient très à cœur : Israël, depuis sa création, ce miracle disais-je, a étonné le monde par sa force, par sa capacité à gagner toutes les guerres, par sa solidarité lorsqu'elle était menacée, par sa capacité d'attraction. Du monde entier, aux pires périodes de l'histoire d'Israël, des Juifs, de par le monde, sont venus en Israël.

Israël a suscité le respect et la crainte. Est-ce que vous ne croyez pas qu'il est venu le moment de réfléchir à la façon dont maintenant Israël va susciter de l'amour, de l'attachement, de l'admiration, de la considération ?

Le respect et la force étaient des idées très fortes pour le XXème siècle.

Mes chers amis, Mes chers compatriotes

Nous sommes au XXIème siècle. Susciter de l'amour, faire aimer Israël, au-delà de la communauté juive du monde entier. Faire admirer Israël, pas simplement par la force de Tsahal, mais par sa capacité à développer économiquement, intellectuellement, des universités extraordinaires sur un tout petit territoire, large de quelques dizaines de kilomètres. Pour sa capacité à assumer son destin, à relever tous les défis. Et si la vraie victoire d'Israël, c'était qu'un

jour, pendant ce XXIème siècle, Israël soit être aimé et pas simplement craint ?

Je le dis, parce que cela a compté dans ma décision sur l'UNESCO. Je le dis et je voudrais en terminant, toucher cela du doigt : si Gilad a été protégé parce que nous avons dit qu'il était Français,

c'est parce que l'on sait que la France ne transigera pas avec la sécurité d'Israël, mais que la France entend les autres souffrances.

La France refuse de parler avec le Hamas, parce que le Hamas ne reconnaît pas Israël. Mais la France dit au peuple israélien : vous pouvez comprendre le besoin d'espérance des Palestiniens d'avoir eux aussi, un jour, la patrie dont ils rêvent.

Peut-être que ces deux peuples qui ont tellement attendu peuvent se comprendre mieux que d'autres, qui depuis si longtemps ont leur Etat, leur territoire, leur nation, que personne ne remet en cause. Oui, M. le Président, deux Etats ne suffit pas, deux Etats-nations, telle est la position de la France. Un Etat pour le peuple juif, un Etat pour le peuple palestinien, car je sais parfaitement qu'il y a deux façons de détruire Israël : une façon par l'extérieur et une façon par l'intérieur. C'est pourquoi deux Etats ne sont pas suffisants, deux Etats-nations.

Jamais la France ne reconnaîtra de façon unilatérale et sans condition l'Etat palestinien. Je l'ai dit au président Abou MAZEN, je lui ai dit : il y a des conditions. Mais nous avons voulu aussi dire aux Palestiniens qu'il y avait une lumière au bout du tunnel. Qu'il y avait autre chose que le terrorisme, autre chose que la guerre, autre chose que les prises d'otages, autre chose que des manifestations d'intolérance. Qu'ils pouvaient eux aussi être pris en considération et écoutés. Je sais bien qu'en prenant cette décision, j'ai pu troubler certains d'entre vous. Mais je vous dis une chose : c'est vous respecter que d'en parler. Si je l'ai fait, c'est justement parce que toute mon histoire, ça a été d'être proche d'Israël. Et si un ami d'Israël ne fait pas ça, qui le fera ? De la même façon que j'ai dit parfois, saluant le courage de M. NETANYAHOU, j'ai aussi dit mon désaccord quand on a été comme lui un héros d'Israël. Lui et son frère dont je connais parfaitement l'histoire. On a encore plus de responsabilités pour conduire son peuple vers la paix. Justement parce que Benjamin NETANYAHOU, chacun connaît sa fermeté. Celui qui est ferme doit être ouvert, parce qu'il n'a pas à prouver sa fermeté et sa force.

Qu'il me soit permis de terminer par deux mots. Un mot sur cette affaire qui a bouleversé, l'affaire ZEITOUNI. Je veux dire une chose aussi : ceux qui ont fait ça, qui ont tué cette jeune fille, doivent rendre des comptes. Pour la famille de cette jeune fille, morte sous les roues d'un chauffard, mais aussi pour eux-mêmes. Parce que quand on a une telle chose sur la conscience, et qu'on échappe à tout jugement et à toute punition, on ne doit pas pouvoir dormir tranquillement. Je réclame justice, pas simplement pour la famille de cette jeune fille, mais pour eux aussi. La France a une position constante, dont je ne dérogerai pas. La France n'extrade pas ses nationaux. Jamais. Et sur ce principe-là, mes chers compatriotes, il n'y aura pas d'exception. Jamais. Mais si la famille de cette jeune fille ou le gouvernement israélien venaient à déposer plainte en France, alors les coupables présumés seraient immédiatement déférés devant la justice. Nous ne devons pas laisser impuni un tel crime. Pas parce qu'il s'agit d'une jeune Israélienne, pas parce qu'il s'agit de coupables français, tout simplement parce que nous sommes deux démocraties.

Enfin un dernier mot sur l'antisémitisme et sur ce que vous avez dit à propos des Arméniens. D'abord je veux vous dire ma conviction, que chaque fois qu'un Juif, sur le territoire de notre République, est injurié, insulté, frappé, c'est une tache sur le drapeau tricolore. L'agression d'un Juif n'est pas l'affaire des Juifs de France, c'est l'affaire de 65 millions de Français, qui ne peuvent pas tolérer cela. Ce n'est pas une affaire communautaire, c'est une affaire nationale. Et ce que vous avez dit sur les Arméniens, je vous en remercie, parce qu'on a entendu tant de choses excessives. La Turquie est un grand pays, une grande civilisation. Mais pour être tout à fait grand, chacun doit regarder son histoire. Et chacun doit voir son histoire les zones d'ombre et les zones de soleil, de lumière.

La France l'a fait sur l'esclavage, sur Vichy, sur le Vel d'hiv. Il y a là mes amis KLARSFELD, il y a là Simone VEIL. Il y a des gens qui sont des témoins de toute cette histoire. La Turquie

s honorerait en revisitant son histoire. nous le disons a un pays ami, mais nous le disons.

Je veux que vous réfléchissiez bien à ça : si sur notre territoire on peut contester la réalité d'un génocide, prenez bien garde à ce qu'un jour d'autres ne viennent pas contester la réalité de la Shoah. C'est un « tout » les principes. Ce n'est pas une affaire d'opportunité, c'est une affaire de convictions.

Merci de votre attention.